

Appel à articles – Revue *Études caribéennes*

Dossier « Santé, agriculture et alimentation dans les territoires insulaires : enjeux écologiques, politiques et sociaux »

Coordinateurs du dossier :

Anthony TCHEKEMIAN

MCF HDR géographie et aménagement du territoire
Université de la Polynésie française
UMR 241 SECOPOL, UMR 228 Espace-Dev
anthony.tchekemian@upf.pf

Olivier DEHOORNE

MCF géographie et aménagement du territoire
Université des Antilles
UR 6-1 AIHP-GEODE Caraïbe
dehoorneo@gmail.com

J-C GAILLARD

Ahorangi o te Matawhenua - Professor of Geography
Te Kura Mātai Taiao - School of Environment
Waipapa Taumata Rau - The University of Auckland
jc.gaillard@auckland.ac.nz

Les liens entre agriculture locale, santé publique et souveraineté alimentaire cristallisent de profondes tensions sociales, politiques et écologiques. Les territoires insulaires – souvent marqués par des dépendances structurelles, une vulnérabilité accrue aux changements globaux et un héritage postcolonial – sont au cœur de dynamiques ambivalentes : d'une part, une persistance d'un modèle agro-industriel basé sur l'importation, la monoculture et l'usage de produits phytosanitaires controversés ; d'autre part, une valorisation croissante des agricultures traditionnelles, alternatives, de proximité ou de résistance (agroécologie, circuits courts, permaculture, biodynamie...).

L'agriculture, entendue ici dans une acception large, recouvre : les activités de production au sens strict (pêche, sylviculture, élevage, culture) ; les activités de transformation (agroalimentaire, artisanat alimentaire) ; les services associés (agrotourisme, vente directe, entretien des paysages ou des espaces naturels) ; et les externalités positives générées (préservation des sols, qualité de l'eau, gestion des paysages...). Cette approche systémique permet de considérer l'ensemble des contributions des systèmes agro-sylvo-pastoraux à la sécurité alimentaire et au développement territorial.

Les scandales sanitaires liés à l'utilisation de substances telles que le chlordécone, le glyphosate ou le paraquat, les déséquilibres d'accès au foncier productif, ou encore les retards dans la reconnaissance des maladies professionnelles agricoles, témoignent d'inégalités structurelles persistantes entre les territoires ultramarins et l'Hexagone. Dans les Antilles, comme en Polynésie française, ces décalages se traduisent également par l'inapplicabilité de certaines lois nationales – à l'image de la loi Lurel sur les marges abusives – soulignant la fragmentation du droit agricole et commercial dans les Outre-mer. Ces enjeux révèlent des asymétries postcoloniales, tant dans l'appréhension et la définition des problèmes (ontologies agricoles et épistémologies du développement) que dans les relations de pouvoir structurant les prises de décision, les politiques publiques et les capacités d'action locale.

Ainsi, les territoires insulaires se situent à l'intersection de plusieurs contradictions : entre injonctions à l'autonomie alimentaire et maintien de chaînes d'importation massives ; entre volonté de transition agroécologique et réalités climatiques, foncières ou phytosanitaires ; entre ambitions politiques de souveraineté alimentaire et effets ambigus des dispositifs d'aide (quotas, défiscalisation, taxes protectrices...). Toutefois, la notion d'autonomie ou de souveraineté alimentaire reste profondément normative. Elle présuppose une définition partagée de ce qu'est une alimentation saine, durable et culturellement acceptable – or ces critères sont souvent élaborés par des experts, des institutions internationales ou des gouvernements, sans toujours intégrer les représentations, les pratiques ni les besoins des populations locales. Qui décide, en effet, de ce qui est bon pour l'environnement et pour la santé ? Derrière les objectifs de relocalisation alimentaire, se jouent donc des arbitrages implicites sur les régimes alimentaires, la légitimité des savoirs agricoles traditionnels, ou encore les normes de qualité sanitaire. Dans plusieurs territoires ultramarins, les politiques de soutien à la production locale (par exemple via des dispositifs de défiscalisation ou de taxes de développement local) suscitent dès lors des controverses quant à leur efficacité, parfois accusées d'entraîner des hausses de prix, des pénuries ou des déséquilibres dans l'accès aux produits frais, tout en imposant des modèles de développement peu en phase avec les dynamiques territoriales.

Ce dossier vise à interroger les configurations spécifiques des systèmes agro-alimentaires insulaires, à travers une approche interdisciplinaire articulant géographie, sociologie, anthropologie, santé publique, écologie politique et science politique. Il s'intéresse tout autant aux politiques agricoles qu'aux pratiques sociales, aux représentations qu'aux conflits d'usage ou aux savoirs en circulation dans les mondes agricoles insulaires. Il entend accueillir des contributions portant sur l'ensemble des territoires insulaires, francophones ou non, indépendants ou non, en contexte postcolonial ou de dépendance.

Axes thématiques proposés (*non exhaustifs*) :

1. Agriculture locale, santé environnementale et exposition différenciée

Les usages de produits phytosanitaires dans les systèmes agricoles insulaires posent des questions aiguës de santé publique, de qualité des sols et de justice environnementale. Dans plusieurs cas, des substances interdites en métropole

continuent d'être utilisées, révélant des écarts normatifs et des logiques de « double standard ». Toutefois, les jugements portés sur certaines pratiques agricoles ou régimes alimentaires locaux doivent être interrogés à l'aune de leur ancrage culturel. Ce qui peut être considéré comme inadéquat ou « à risque » depuis une perspective métropolitaine ou internationale peut correspondre, localement, à des équilibres alimentaires anciens, à des formes d'adaptation écologiques ou à des savoir-faire transmis intergénérationnellement. Cet axe s'intéresse donc aux effets différenciés des pollutions agricoles, aux controverses autour des seuils de tolérance, aux dispositifs de surveillance sanitaire et aux politiques locales de contrôle – tout en posant la question : selon quels critères, et par qui, les bonnes pratiques agricoles sont-elles définies ? Il interroge enfin la résilience des écosystèmes agricoles face aux stress climatiques et à l'intensification des pressions agricoles, dans des contextes où la pluralité des savoirs mérite d'être reconnue et articulée aux politiques de santé et d'environnement.

2. Systèmes alimentaires insulaires, politiques publiques, dépendance et régulation

Quels effets ont les dispositifs publics d'encouragement à la production locale (taxes de protection, quotas d'importation, défiscalisation...) sur la sécurité alimentaire réelle, l'accessibilité économique, la qualité phytosanitaire des produits, et la compétitivité des filières locales ? Comment les choix politiques (ou leur inapplication) influencent-ils les équilibres entre agriculture, commerce et santé publique ? Dans plusieurs cas, la faible efficacité de ces instruments contribue à creuser les écarts entre ambitions de souveraineté et dépendance structurelle aux produits importés.

3. Innovations agricoles, pratiques alternatives et justice alimentaire

Cet axe interroge les formes d'adaptation et de résistance dans les systèmes agro-sylvo-pastoraux insulaires : valorisation des savoirs traditionnels, circuits courts, appui aux jeunes agriculteurs, transformation locale, agrotourisme... Il accueille également des travaux sur la transition alimentaire – entendue ici dans une acception plurielle –, qu'il s'agisse de la lutte contre l'obésité et le diabète, de l'adaptation des régimes alimentaires aux ressources locales ou de la diversification des sources de protéines végétales. Toutefois, la notion d'« équilibre nutritionnel » mobilisée dans de nombreux programmes de santé publique mérite d'être interrogée : selon quels référentiels culturels, médicaux ou scientifiques est-elle définie ? Et par qui ? Dans des sociétés où les pratiques alimentaires sont héritées, partagées et parfois ritualisées, les tentatives de normalisation diététique peuvent entrer en tension avec des attachements culturels forts. Dès lors, les logiques d'hybridation, de transmission ou de diffusion des savoirs agricoles et culinaires doivent être analysées à la fois comme des dynamiques sanitaires, sociales et identitaires. Elles appellent une reconnaissance pleine des pluralismes alimentaires, au croisement des cultures, des savoirs et des politiques de santé.

4. Agriculture, santé et postcolonialité

Ce dernier axe propose une lecture critique des rapports de pouvoir qui structurent les systèmes alimentaires insulaires. Il s'agit d'interroger la manière dont les notions de « produit local », d'« autosuffisance » ou de « bonne alimentation » sont construites, mobilisées et parfois instrumentalisées dans les discours politiques, les récits identitaires ou les dispositifs de santé publique. Ces représentations ne sont jamais neutres : elles traduisent des visions spécifiques du développement, de la modernité ou du bien-être, souvent imposées depuis des centres de pouvoir extérieurs. Ce volet accueille ainsi des contributions portant sur les conflits épistémiques, les régimes de vérité, les usages différenciés du droit sanitaire et alimentaire, ou encore les dispositifs de gouvernementalité à l'œuvre dans les politiques publiques. Il accorde une attention particulière aux asymétries de reconnaissance, de protection et de légitimité entre les territoires ultramarins et hexagonaux, dans une perspective critique et postcoloniale.

Par ces quatre axes, croisant analyses empiriques rigoureuses et lectures critiques des enjeux sanitaires et agricoles, ce dossier entend mettre en lumière les tensions – mais aussi les possibilités – qui traversent les territoires insulaires contemporains à l'heure de la transition écologique.

Calendrier prévisionnel

- Réception des propositions d'articles comprenant : le titre de l'article, la question principale de recherche, la méthodologie, le terrain d'étude, les principaux résultats (résumé de 4 500 signes espaces compris, hors bibliographie) + l'axe thématique visé + la bio-bibliographie des auteurs (800 signes environ), et les coordonnées de l'auteur référent pour l'échange avec les coordinateurs ou la rédaction) : **15 novembre 2025**
- Retour sur les propositions retenues : **15 décembre 2025**
- Remise des articles complets : **15 avril 2026**
- Évaluation en double aveugle : **mai-juillet 2026**
- Parution du dossier : **décembre 2026**

Modalités de soumission

Les propositions doivent être adressées à : anthony.tchekemian@upf.pf, dehoorneo@gmail.com et jc.gaillard@auckland.ac.nz avec copie à la rédaction de la revue : etudescaribeennes@gmail.com

Les articles définitifs (entre 6 000 et 8 000 mots) devront suivre les normes éditoriales de la revue, disponibles ici : <https://journals.openedition.org/etudescaribeennes/>

Call for papers – *Caribbean Studies Journal*

**Special issue: "Health, agriculture and food in island territories:
ecological, political and social issues"**

Special issue coordinators:

Anthony TCHEKEMIAN

Assistant Professor of Geography and Regional Planning – University of French
Polynesia – UMR 241 SECOPOL, UMR 228 Espace-Dev
anthony.tchekemian@upf.pf

Olivier DEHOORNE

MCF Geography and Regional Planning – University of the Antilles – UR 6-1 AIHP-
GEODE Caribbean
dehoorneo@gmail.com

J-C GAILLARD

Ahorangi o te Matawhenua - Professor of Geography
Te Kura Mātai Taiao - School of Environment
Waipapa Taumata Rau - The University of Auckland
jc.gaillard@auckland.ac.nz

The links between local agriculture, public health and food sovereignty crystallise deep social, political and ecological tensions. Island territories – often marked by structural dependencies, increased vulnerability to global changes and a postcolonial heritage – are at the heart of ambivalent dynamics: on the one hand, the persistence of an agro-industrial model based on imports, monoculture and the use of controversial plant protection products; on the other hand, a growing appreciation of traditional, alternative, local or resistance-based forms of agriculture (agroecology, short supply chains, permaculture, biodynamics, etc.).

Agriculture, understood here in a broad sense, covers: production activities in the strict sense (fishing, forestry, livestock farming, crop farming); processing activities (agri-food, artisanal food production); associated services (agritourism, direct sales, landscape or natural space maintenance); and the positive externalities generated (soil preservation, water quality, landscape management, etc.). This systemic approach makes it possible to consider all the contributions of agro-sylvo-pastoral systems to food security and territorial development.

Health scandals linked to the use of substances such as chlordecone, glyphosate and paraquat, imbalances in access to productive land, and delays in the recognition of occupational diseases in agriculture are evidence of persistent structural inequalities between overseas territories and mainland France. In the West Indies, as in French Polynesia, these disparities also result in the inapplicability of certain national laws – such as the Lurel law on excessive margins – highlighting the fragmentation of

agricultural and commercial law in overseas territories. These issues reveal postcolonial asymmetries, both in the understanding and definition of problems (agricultural ontologies and development epistemologies) and in the power relations that structure decision-making, public policies and local capacity for action.

Thus, island territories find themselves at the intersection of several contradictions: between calls for food autonomy and the maintenance of massive import chains; between the desire for agroecological transition and climatic, land and phytosanitary realities; between political ambitions for food sovereignty and the ambiguous effects of aid mechanisms (quotas, tax exemptions, protective taxes, etc.). However, the notion of food autonomy or sovereignty remains deeply normative. It presupposes a shared definition of what constitutes healthy, sustainable and culturally acceptable food – yet these criteria are often developed by experts, international institutions or governments, without always taking into account the representations, practices and needs of local populations. Who decides what is good for the environment and for health? Behind the objectives of food relocalisation, there are implicit trade-offs at stake concerning diets, the legitimacy of traditional agricultural knowledge and health quality standards. In several overseas territories, policies to support local production (e.g. through tax exemptions or local development taxes) are controversial in terms of their effectiveness, sometimes accused of leading to price increases, shortages or imbalances in access to fresh produce, while imposing development models that are not in tune with territorial dynamics.

This dossier aims to examine the specific configurations of island agri-food systems through an interdisciplinary approach combining geography, sociology, anthropology, public health, political ecology and political science. It focuses equally on agricultural policies and social practices, representations and conflicts of use, and the knowledge circulating in island agricultural communities. It welcomes contributions on all island territories, whether French-speaking or not, independent or not, in a postcolonial or dependent context.

Proposed thematic areas (non-exhaustive):

1. Local agriculture, environmental health and differentiated exposure

The use of plant protection products in island agricultural systems raises acute questions about public health, soil quality and environmental justice. In several cases, substances that are banned in mainland France continue to be used, revealing regulatory discrepancies and double standards. However, judgements about certain agricultural practices or local diets must be examined in light of their cultural roots. What may be considered inadequate or 'risky' from a mainland or international perspective may correspond, locally, to ancient dietary balances, forms of ecological adaptation or intergenerational knowledge. This theme therefore focuses on the differentiated effects of agricultural pollution, controversies surrounding tolerance thresholds, health monitoring systems and local control policies, while asking the question: according to what criteria, and by whom, are good agricultural practices defined? Finally, it questions the resilience of agricultural ecosystems in the face of climate stress and intensifying agricultural pressures, in contexts where the plurality of knowledge deserves to be recognised and articulated in health and environmental policies.

2. Island food systems, public policies, dependence and regulation

What effects do public measures to encourage local production (protective taxes, import quotas, tax exemptions, etc.) have on actual food security, affordability, the phytosanitary quality of products, and the competitiveness of local industries? How do policy choices (or their non-application) influence the balance between agriculture, trade and public health? In several cases, the low effectiveness of these instruments contributes to widening the gap between ambitions for sovereignty and structural dependence on imported products.

3. Agricultural innovations, alternative practices and food justice

This area of research examines forms of adaptation and resistance in island agro-sylvo-pastoral systems: promotion of traditional knowledge, short supply chains, support for young farmers, local processing, agrotourism, etc. It also includes work on food transition – understood here in a plural sense – whether it be the fight against obesity and diabetes, the adaptation of diets to local resources, or the diversification of sources of plant protein. However, the notion of ‘nutritional balance’ used in many public health programmes deserves to be questioned: according to which cultural, medical or scientific standards is it defined? And by whom? In societies where food practices are inherited, shared and sometimes ritualised, attempts at dietary standardisation can come into conflict with strong cultural attachments. Therefore, the logic of hybridisation, transmission and dissemination of agricultural and culinary knowledge must be analysed in terms of health, social and identity dynamics. They call for full recognition of dietary pluralism, at the crossroads of cultures, knowledge and health policies.

4. Agriculture, health and postcoloniality

This final theme offers a critical reading of the power relations that structure island food systems. It questions how the notions of ‘local produce’, ‘self-sufficiency’ and ‘good nutrition’ are constructed, mobilised and sometimes instrumentalised in political discourse, identity narratives and public health measures. These representations are never neutral: they reflect specific visions of development, modernity or well-being, often imposed by external centres of power. This section therefore welcomes contributions on epistemic conflicts, regimes of truth, differentiated uses of health and food law, and the mechanisms of governmentality at work in public policy. It pays particular attention to asymmetries in recognition, protection and legitimacy between overseas territories and mainland France, from a critical and postcolonial perspective. **Through these four themes, combining rigorous empirical analysis and critical readings of health and agricultural issues, this dossier aims to highlight the tensions – but also the possibilities – that contemporary island territories are facing at a time of ecological transition.**

Provisional schedule

- Submission of article proposals including: the title of the article, the main research question, the methodology, the field of study, the main results (summary of 4,500 characters including spaces, excluding bibliography) + the thematic focus + the authors' bio-bibliography (approximately 800 characters), and the contact details of the author responsible for communicating with the coordinators or editorial team: **15 November 2025**
- Feedback on selected proposals: **15 December 2025**
- Submission of full articles: **15 April 2026**
- Double-blind review: **May–July 2026**
- Publication of the issue: **December 2026**

Submission guidelines

Proposals should be sent to: anthony.tchekemian@upf.pf, dehoorneo@gmail.com and jc.gaillard@auckland.ac.nz with a copy to the journal's editorial team: etudescaribeennes@gmail.com

Final articles (between 6,000 and 8,000 words) must comply with the journal's editorial standards, available here: <https://journals.openedition.org/etudescaribeennes/>

Convocatoria de artículos – Revista Estudios Caribeños

Dossier «Salud, agricultura y alimentación en los territorios insulares: retos ecológicos, políticos y sociales»

Coordinadores del dossier:

Anthony TCHEKEMIAN

Profesor titular de geografía y ordenación del territorio
Universidad de la Polinesia Francesa
UMR 241 SECOPOL, UMR 228 Espace-Dev
anthony.tchekemian@upf.pf

Olivier DEHOORNE

Profesor titular de Geografía y Ordenación del Territorio
Universidad de las Antillas
UR 6-1 AIHP-GEODE Caribe
dehoorneo@gmail.com

J-C GAILLARD

Ahorangi o te Matawhenua - Profesor de Geografía
Te Kura Mātai Taiao - Facultad de Medio Ambiente
Waipapa Taumata Rau - Universidad de Auckland
jc.gaillard@auckland.ac.nz

Los vínculos entre la agricultura local, la salud pública y la soberanía alimentaria cristalizan profundas tensiones sociales, políticas y ecológicas. Los territorios insulares, a menudo caracterizados por dependencias estructurales, una mayor vulnerabilidad a los cambios globales y un legado poscolonial, se encuentran en el centro de dinámicas ambivalentes: por un lado, la persistencia de un modelo agroindustrial basado en la importación, el monocultivo y el uso de productos fitosanitarios controvertidos; por otro lado, una creciente valorización de las agriculturas tradicionales, alternativas, de proximidad o de resistencia (agroecología, circuitos cortos, permacultura, biodinámica...).

La agricultura, entendida aquí en un sentido amplio, abarca: las actividades de producción en sentido estricto (pesca, silvicultura, ganadería, cultivo); las actividades de transformación (agroalimentaria, artesanía alimentaria); los servicios asociados (agroturismo, venta directa, mantenimiento de paisajes o espacios naturales); y las externalidades positivas generadas (conservación del suelo, calidad del agua, gestión del paisaje, etc.). Este enfoque sistémico permite considerar el conjunto de las contribuciones de los sistemas agro-silvo-pastorales a la seguridad alimentaria y al desarrollo territorial.

Los escándalos sanitarios relacionados con el uso de sustancias como la clordecona, el glifosato o el paraquat, los desequilibrios en el acceso a las tierras productivas o los retrasos en el reconocimiento de las enfermedades profesionales agrícolas son prueba de las desigualdades estructurales que persisten entre los territorios de ultramar y la Francia continental. En las Antillas, al igual que en la Polinesia Francesa, estas diferencias se traducen también en la inaplicabilidad de determinadas leyes nacionales —como la ley Lurel sobre los márgenes abusivos—, lo que pone de relieve la fragmentación del derecho agrícola y comercial en los territorios de ultramar. Estas cuestiones revelan asimetrías poscoloniales, tanto en la comprensión y definición de los problemas (ontologías agrícolas y epistemologías del desarrollo) como en las relaciones de poder que estructuran la toma de decisiones, las políticas públicas y las capacidades de acción local.

Así, los territorios insulares se sitúan en la encrucijada de varias contradicciones: entre las exigencias de autonomía alimentaria y el mantenimiento de cadenas de importación masivas; entre la voluntad de transición agroecológica y las realidades climáticas, territoriales o fitosanitarias; entre las ambiciones políticas de soberanía alimentaria y los efectos ambiguos de los mecanismos de ayuda (cuotas, exenciones fiscales, impuestos protectores, etc.). Sin embargo, el concepto de autonomía o soberanía alimentaria sigue siendo profundamente normativo. Presupone una definición compartida de lo que es una alimentación sana, sostenible y culturalmente aceptable, pero estos criterios suelen ser elaborados por expertos, instituciones internacionales o gobiernos, sin tener siempre en cuenta las representaciones, las prácticas ni las necesidades de las poblaciones locales. ¿Quién decide, en efecto, lo que es bueno para el medio ambiente y para la salud? Detrás de los objetivos de relocalización alimentaria se esconden, por tanto, arbitrajes implícitos sobre las dietas, la legitimidad de los conocimientos agrícolas tradicionales o las normas de calidad sanitaria. En varios territorios de ultramar, las políticas de apoyo a la producción local (por ejemplo, mediante medidas de exención fiscal o impuestos de desarrollo local) suscitan controversias en cuanto a su eficacia, ya que a veces se les acusa de provocar aumentos de precios, escasez o desequilibrios en el acceso a los productos frescos, al tiempo que imponen modelos de desarrollo poco acordes con la dinámica territorial.

Este dossier tiene como objetivo analizar las configuraciones específicas de los sistemas agroalimentarios insulares, mediante un enfoque interdisciplinario que articula la geografía, la sociología, la antropología, la salud pública, la ecología política y las ciencias políticas. Se interesa tanto por las políticas agrícolas como por las prácticas sociales, las representaciones, los conflictos de uso o los conocimientos que circulan en los mundos agrícolas insulares. Pretende acoger contribuciones sobre el conjunto de los territorios insulares, francófonos o no, independientes o no, en contexto poscolonial o de dependencia.

Ejes temáticos propuestos (no exhaustivos):

1. Agricultura local, salud medioambiental y exposición diferenciada

El uso de productos fitosanitarios en los sistemas agrícolas insulares plantea cuestiones acuciantes en materia de salud pública, calidad del suelo y justicia medioambiental. En varios casos, se siguen utilizando sustancias prohibidas en la

metrópoli, lo que pone de manifiesto discrepancias normativas y una lógica de «doble rasero». Sin embargo, los juicios sobre determinadas prácticas agrícolas o regímenes alimentarios locales deben cuestionarse a la luz de su arraigo cultural. Lo que puede considerarse inadecuado o «riesgoso» desde una perspectiva metropolitana o internacional puede corresponder, a nivel local, a antiguos equilibrios alimentarios, a formas de adaptación ecológica o a conocimientos transmitidos de generación en generación. Por lo tanto, este eje se centra en los efectos diferenciados de la contaminación agrícola, las controversias en torno a los umbrales de tolerancia, los dispositivos de vigilancia sanitaria y las políticas locales de control, al tiempo que plantea la pregunta: ¿según qué criterios y quién define las buenas prácticas agrícolas? Por último, cuestiona la resiliencia de los ecosistemas agrícolas frente al estrés climático y la intensificación de las presiones agrícolas, en contextos en los que la pluralidad de conocimientos merece ser reconocida y articulada con las políticas de salud y medio ambiente.

2. Sistemas alimentarios insulares, políticas públicas, dependencia y regulación

¿Qué efectos tienen los dispositivos públicos de fomento de la producción local (impuestos de protección, cuotas de importación, exenciones fiscales, etc.) sobre la seguridad alimentaria real, la accesibilidad económica, la calidad fitosanitaria de los productos y la competitividad de las cadenas locales? ¿Cómo influyen las decisiones políticas (o su inaplicación) en el equilibrio entre agricultura, comercio y salud pública? En varios casos, la escasa eficacia de estos instrumentos contribuye a agrandar la brecha entre las ambiciones de soberanía y la dependencia estructural de los productos importados.

3. Innovaciones agrícolas, prácticas alternativas y justicia alimentaria

Este eje analiza las formas de adaptación y resistencia en los sistemas agrosilvipastres insulares: valorización de los conocimientos tradicionales, circuitos cortos, apoyo a los jóvenes agricultores, transformación local, agroturismo... También acoge trabajos sobre la transición alimentaria —entendida aquí en un sentido plural—, ya sea la lucha contra la obesidad y la diabetes, la adaptación de las dietas a los recursos locales o la diversificación de las fuentes de proteínas vegetales. Sin embargo, el concepto de «equilibrio nutricional» utilizado en numerosos programas de salud pública merece ser cuestionado: ¿según qué referencias culturales, médicas o científicas se define? ¿Y quién lo define? En sociedades en las que las prácticas alimentarias se heredan, se comparten y, en ocasiones, se ritualizan, los intentos de normalización dietética pueden entrar en conflicto con fuertes apegos culturales. Por lo tanto, las lógicas de hibridación, transmisión o difusión de los conocimientos agrícolas y culinarios deben analizarse como dinámicas sanitarias, sociales y de identidad. Exigen un pleno reconocimiento del pluralismo alimentario, en la encrucijada de las culturas, los conocimientos y las políticas de salud.

4. Agricultura, salud y poscolonialidad

Este último eje propone una lectura crítica de las relaciones de poder que estructuran los sistemas alimentarios insulares. Se trata de cuestionar la forma en que los conceptos de «producto local», «autosuficiencia» o «buena alimentación» se construyen, se movilizan y, en ocasiones, se instrumentalizan en los discursos políticos, los relatos identitarios o los dispositivos de salud pública. Estas representaciones nunca son neutras: reflejan visiones específicas del desarrollo, la modernidad o el bienestar, a menudo impuestas desde centros de poder externos. Así, esta sección acoge contribuciones sobre los conflictos epistémicos, los regímenes de verdad, los usos diferenciados del derecho sanitario y alimentario, o incluso los dispositivos de gobernanza que operan en las políticas públicas. Presta especial atención a las asimetrías de reconocimiento, protección y legitimidad entre los territorios de ultramar y los territorios metropolitanos, desde una perspectiva crítica y poscolonial.

A través de estos cuatro ejes, que combinan análisis empíricos rigurosos y lecturas críticas de los retos sanitarios y agrícolas, este dossier pretende poner de relieve las tensiones, pero también las posibilidades, que atraviesan los territorios insulares contemporáneos en la era de la transición ecológica.

Calendario provisional

- Recepción de propuestas de artículos que incluyan: el título del artículo, la cuestión principal de investigación, la metodología, el campo de estudio, los principales resultados (resumen de 4500 caracteres, espacios incluidos, sin bibliografía) + el eje temático abordado + la biobibliografía de los autores (aproximadamente 800 caracteres) y los datos de contacto del autor de referencia para el intercambio con los coordinadores o la redacción: **15 de noviembre de 2025**
- Respuesta a las propuestas seleccionadas: **15 de diciembre de 2025**
- Entrega de los artículos completos: **15 de abril de 2026**
- Evaluación doble ciego: **mayo-julio de 2026**.
- Publicación del dossier: **diciembre de 2026**.

Condiciones de presentación

Las propuestas deben enviarse a: anthony.tchekemian@upf.pf, dehoorneo@gmail.com y jc.gaillard@auckland.ac.nz con copia a la redacción de la revista: etudescaribeennes@gmail.com

Los artículos definitivos (entre 6000 y 8000 palabras) deberán seguir las normas editoriales de la revista, disponibles aquí: <https://journals.openedition.org/etudescaribeennes/>